

**REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET**

**« GOUVERNANCE, PAIX ET STABILITE » (GPS)**

**DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN (COI)**

**12 février 2024 | Berjaya Hotel, Seychelles**

**Sadna Ammearally-Nistar, Chargée de mission, AFD Port Louis**

Madame l'Ambassadrice de France auprès des Seychelles

Monsieur le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien,

Madame la Présidente du Comité de pilotage,

Madame et messieurs les Officiers Permanents de Liaison

Mesdames et messieurs les représentants des Etats-membres, référents nationaux pour le projet GPS

Chers partenaires et collègues,

Permettez-moi de vous adresser ces quelques mots au nom de l'Agence française de développement, partenaire technique et financier du projet Gouvernance, Paix et Stabilité. Je suis ravie de participer à ce troisième comité de pilotage et je voudrais vous remercier, Monsieur le Secrétaire général, ainsi que votre équipe pour l'organisation de cette réunion. Je remercie également l'Officier permanent de liaison des Seychelles pour l'accueil de ce COPIL.

Comme vous le savez, le projet GPS a pour finalité de renforcer les capacités des acteurs dans les Etats membres de la COI, que ce soit dans la prévention et la médiation des crises ou dans le renforcement des capacités des médias et organes de gestion des élections. Il s'agit également de l'inclusion et la participation améliorée des femmes à la vie politique et publique, du renforcement de l'engagement de la jeunesse, d'une collaboration renforcée entre acteurs au niveau de la COI pour des activités de plaidoyer sur des enjeux communs en matière de gouvernance démocratique. Enfin et surtout, le renforcement des compétences du Secrétariat général de la COI, est capital.

Après deux ans de mise en œuvre, le constat est positif et les résultats sont visibles. Je ne les citerai pas tous car le bilan vous sera présenté plus tard. Mais il me semble utile d'en énumérer quelques-uns :

- L'appui à la redynamisation et le fonctionnement de l'Association des Parlements des Etats Membres de la COI et la conférence des présidents de l'AP-COI, le renforcement des capacités des parlementaires en diplomatie préventive
- La mise en place du Réseau électoral de l'océan Indien et son plan d'action, a permis de mettre les bases pour un soutien structuré aux organes de gestion des élections et de mutualiser la production de connaissance en matière de systèmes électoraux ;
- La formation de formateurs en leadership et en mentorat pour les femmes, une activité emblématique de l'approche genre qui doit permettre de renforcer le rôle des femmes comme acteurs engagés dans la vie publique et citoyenne ;
- La création d'un réseau d'acteurs de la société civile en matière de prévention des conflits, le réseau RESPIR, et sa charte d'engagement
- Une série de formation visant à renforcer les capacités des médias en matière de journalisme et sur la couverture des processus électoraux sensible aux crises/situation de tensions, avec plus d'une cinquantaine de participants ciblés. Ces actions ont permis entre autres l'élaboration d'une charte d'engagement des journalistes pour une couverture respectueuse de l'éthique pendant des crises. La formation de journalistes à la couverture parlementaire aux Seychelles vient juste de prendre fin. Ce travail sur le 4<sup>ème</sup> pouvoir paraît essentiel, tant son influence sur les sociétés peut être forte et tant, paradoxalement, la massification de l'accès à l'information est aussi devenue un risque massif de désinformation du public.
- La publication d'un appel à projets pour l'obtention de financement par les acteurs de la société civile impliqués dans les actions de sensibilisation et d'information en faveur d'une culture de paix et de tolérance, de la cohésion sociale, de dialogue et de médiation avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans ces initiatives.

Le travail sur la pérennité du projet, avec la mise en place structurelle au niveau du secrétariat général d'une unité de gouvernance, constitue aussi une avancée significative et la signal d'une véritable appropriation par les Etats Membres des objectifs poursuivis par la COI en matière de gouvernance, de paix et de stabilité, au-delà de la seule logique projet.

Nous ne pouvons que féliciter les artisans de ces différentes avancées.

Ces résultats démontrent une véritable adhésion qui traduit toute la conviction que vous y mettez. Il est utile de voir qu'un grand nombre d'acteurs a pu bénéficier des actions menées : les parlementaires, les commissions électorales, les médias, la société civile, les femmes, entre autres. Non seulement des résultats sont obtenus mais GPS jouit d'une forte visibilité qui doit être aussi un levier d'atteinte de ces objectifs : en ce sens, des actions fortes en matière de communication, par la photo, par la vidéo, sont envisagées en 2024 et permettront tant de valoriser que d'accompagner les efforts des différents acteurs du projet.

GPS est un projet unique et précieux pour nous tous, dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable notamment l'ODD 16 – Paix, justice et institutions efficaces visant à « *assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous* ». La promotion et la consolidation d'une culture de la paix, de respect des droits humains et de bonne gouvernance est un bien commun essentiel qui doit être partagé et qui crée les conditions indispensables à l'atteinte de ces objectifs. L'état de fragmentation et la nouvelle géopolitisation des conflits doit faire résonner d'autant plus le sens d'un projet comme Gouvernance, Paix et Stabilité.

Comme l'a souligné Monsieur le Secrétaire général à l'occasion des 40 ans de la COI, *'elle est la seule organisation régionale exclusivement insulaire, elle est l'une des expressions des liens qui unissent nos territoires et plus encore l'expression d'une volonté politique de coopérer, le symbole d'un avenir en commun* ».

A juste titre, ce projet permet à la COI d'expérimenter et de systématiser un cadre d'intervention qui lui assurera un ancrage de proximité, et de continuer à asseoir sa légitimité dans la région en contribuant techniquement à la concrétisation d'un mandat sur des sujets aussi politiques que la paix et la stabilité. Le financement GPS soutient ainsi, à son niveau et avec l'humilité

indispensable des grandes causes, la consolidation d'une aire de paix dans l'océan Indien.

Fort heureusement, nous ne sommes qu'à mi-parcours de ce projet, 2024 marquera un nouveau moment d'accélération avec beaucoup d'actions à mener comme le témoigne la programmation réalisée par les équipes – que je tiens à féliciter au passage, pour la qualité de son contenu et pour sa production dans des délais souvent serrés de début d'année. L'actualité électorale dans les Etats membres et les enjeux électoraux sont encore certainement au cœur des préoccupations des pays mais ne doivent pas occulter les autres enjeux. Le projet continuera de mettre en œuvre les actions visant à renforcer les capacités, dans la prévention et la médiation de crises, dans la promotion et consolidation des processus électoraux et dans l'accompagnement de la COI pour la poursuite de son plaidoyer en vue d'une reconnaissance accrue de son rôle politique dans la région. Cependant, comme il a souvent été rappelé, le projet GPS n'a pas pour vocation d'appuyer les missions d'observations électorales qui sont suivies par d'autres organes. A la place, une solution alternative et complémentaire pourrait faire l'objet de discussions lors de cette réunion.

Ce COPIL constitue ainsi une belle occasion de faire le bilan, de ce qui a bien fonctionné, ce qui a mieux fonctionné que prévu, et ce qui a moins bien fonctionné voire tout simplement n'a pas rencontré la demande attendue. Ce COPIL doit sur cette base permettre de se projeter sur la programmation de l'année 2024 qui est dense et présente de nombreux défis – en ce sens les contributions concrètes des membres du comité de pilotage seront indispensables. La question de l'efficacité, les enjeux de pérennisation et la stratégie de sortie, l'évolution de l'Unité de Gouvernance de la COI et le transfert des compétences, l'appui aux institutions et la mise en œuvre des recommandations de leurs instances, la priorisation et la réorientation des activités entre autres sont autant de sujets qui nous mobiliseront pendant ces deux jours. Un exercice d'évaluation du Projet à mi-parcours est également prévu cette année et nous aurons l'occasion d'en parler dans les détails.

Monsieur le Secrétaire général, l'AFD se réjouit du partenariat durable et équilibré avec la COI. L'AFD est soucieuse de relever, aux côtés de la COI, les défis communs et souhaite poursuivre les actions qui visent à promouvoir les biens publics régionaux, dont la gouvernance. L'AFD a l'honneur de soutenir ce

projet à travers un financement de 8 millions d'Euros, et qui s'inscrit autour d'un partenariat COI-AFD plus dense de plusieurs projets représentant plus de 125 millions d'Euros d'engagements depuis 2007, et ce sur des secteurs aussi structurants que la lutte contre le changement climatique, la santé épidémiologique et les ICC entre autres.

Ce projet GPS innove et expérimente avec la mise en place de l'appel à projet selon une procédure visant l'accréditation du 4<sup>ème</sup> pilier des procédures de l'Union Européenne portant sur la gestion de subvention. Il cherche aussi à améliorer nos modes de faire, pour gagner en efficacité et en efficience. Ce projet contribue enfin à la transformation organisationnelle de la COI en permettant le développement progressif d'une unité gouvernance pérenne, au-delà des logiques projets qui n'ont pas pour objet d'être durables mais de permettre de résoudre une problématique spécifique sur une période donnée. En ce sens nous pouvons aussi dire que GPS s'articule pleinement avec les objectifs poursuivis par la COI dans le cadre du projet Horizon 2030, soutenue conjointement par l'AFD et l'Union Européenne.

Ce comité de pilotage en présentiel est un choix important. Tout d'abord, il nous permet de nous rassembler tous au même endroit pour quelques jours, que ce soit les représentants de la COI, les représentants des EM à travers les bureaux des OPL et les points focaux nationaux, l'équipe projet dédiée de GPS, du secrétariat général, l'assistance technique international ECES/CFI. En étant tous sur le même lieu pendant ces journées, nous avons le loisir d'échanger formellement et surtout de discuter informellement, de poser des questions pour mieux comprendre nos enjeux respectifs, et surtout, de découvrir de nouveaux chemins à explorer. Car en effet, les plus belles idées, celles qui portent le changement, ne naissent que rarement autour d'une table de travail formelle bien que celle-ci soit utile pour les concrétiser ensuite : ces idées et ces intuitions viennent au milieu d'un couloir, en marge d'un dîner, l'espace d'un café... Être ensemble ici à l'hôtel Berjaya, c'est donc aussi l'occasion d'être innovants, imaginatifs, créatifs et soudés pour que GPS ne soit pas que l'instrument de navigation parmi ces sujets subtils de la gouvernance indianocéanienne, mais qu'il soit le mot d'une véritable aventure, qui nous permette d'aller loin, ensemble, bien au-delà de ce que nous aurions pu chacun imaginer individuellement.

Avant de terminer, je voudrais vous remercier, Monsieur le Secrétaire général, ainsi que la Commission de l'Océan Indien et ses États membres représentés par les Officiers Permanents de Liaison et les référents nationaux, toute l'équipe du Secrétariat de la COI, le Chargé de mission, l'assistance technique et les experts d'ECES-CFI, pour votre implication, votre engagement et votre collaboration dans la mise en œuvre de ce projet.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite un fructueux COPIL.